

**Compte rendu du
Conseil Municipal du 28 mai 2015 à 18 h 30,
réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.**

Etaient Présents : Éric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD – Gilles CHRETIEN – Séverine TEILHARD-RIOLA – Servane BESSOLES – Yves FANJAUD – Brigitte MIAS – Guillaume BUREL – Gilles DUTAU – Gabrielle CROUZIL – Guy MARTRE – Marjolaine AVENTURIER – Julien BASCOUL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Guy FILLET – Cécile PAGES – Philippe FOULON.

Etaient Représentés : Thierry NOEL représenté par Eric PENSO
Monique BARON représentée par Gilles CHRETIEN
Christine DAVY représentée par Thierry VINDOLET
Simon UGUEN représenté par Séverine TEILHARD-RIOLA
Vanessa DEDIEU représentée par France GABORIT

Etaient Absents : Bernard DUVIC
Faouzia DAHMANE

Arrivés en cours de séance : Marie-Noëlle SIBIEUDE à partir de l'affaire n° 02
Michel CHASTAING à partir de l'affaire n° 10

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.
Madame Séverine TEILHARD-RIOLA est nommée secrétaire de séance.
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 9 avril 2015

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 9 avril 2015 est adopté à l'unanimité.

01 - Affaires générales – Application de l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 9 avril 2015 :

- **Décision n° 2015-012 du 13 avril 2015** : conclusion d'un marché de travaux de débroussaillage d'un montant de 6 900.00 € HT avec l'entreprise MAJURO domiciliée à Saint Clément de Rivière ;

- **Décision n° 2015-013 du 14 avril 2015** : préemption de la parcelle cadastrée section BO 18, lieu-dit Le Romarin, d'une contenance de 6a 25 ca dans un objectif de remembrement de la forêt communale, pour un montant de 2 000.00 € ;
- **Décision n° 2015-014 du 23 avril 2015** : conclusion d'un marché d'assistance juridique avec l'entreprise SVP, domiciliée à Saint Ouen, d'un coût mensuel de 570.00 € HT, d'une durée de 3 ans;
- **Décision n° 2015-015 du 30 avril 2015** : conclusion d'un marché de services pour l'entretien de locaux municipaux, d'un montant annuel de 15 576.11 € HT, avec l'entreprise VI PROPRETE, d'une durée de un an renouvelable trois fois ;
- **Décision n° 2015-016 du 18 mai 2015** : conclusion d'une ligne de trésorerie avec la Banque Postale aux caractéristiques suivantes :
 - o Montant maximum : 300 000.00 €
 - o Durée maximum : 364 jours
 - o Taux d'intérêt : EONIA+ marge de 1.150 % l'an
 - o Commission d'engagement : 450.00€
- **Décision n° 2015-017 du 19 mai 2015** : conclusion d'un contrat de maintenance des logiciels finances et gestion du courrier avec l'entreprise GFI, domiciliée à NIMES, pour un montant annuel de 1 960.14 € HT, d'une durée de 3 ans.
- **Décision n° 2015-018 du 27 mai 2015** : conclusion d'un contrat relatif aux contrôles fonctionnels périodiques des poteaux incendie de la Commune avec l'entreprise VEOLIA EAU RUAS, domiciliée à LUNEL, d'un montant de 68,57€ HT par hydrant, sur la base actuelle de 91 hydrants, leur nombre étant susceptible d'évoluer, pour une durée de un an.

Le Conseil Municipal en prend acte.

02 – Affaires générales – Jury d'Assises – Etablissement de la liste préparatoire pour l'année 2016

Monsieur le Maire rappelle que conformément aux articles 261 et suivants du code de procédure pénale, il doit être procédé comme chaque année à l'établissement de la liste préparatoire du jury d'assise pour l'année 2016.

Cette liste est établie à partir d'une liste préparatoire constituée par chaque commune qui procède au tirage au sort d'un certain nombre de personnes.

Il indique que le nombre de personnes à tirer au sort est égal au triple du nombre de jurés fixé pour chaque Commune par arrêté préfectoral.

L'arrêté préfectoral n° 2015-01-311 du 3 mars 2015 ayant fixé à 4 ce nombre, pour la Commune de Clapiers, il étre devra être procédé au tirage au sort de 12 personnes.

A cet effet, il indique que la Commune s'est dotée d'un nouveau logiciel pour les élections qui effectue automatiquement ce tirage au sort.

Le tirage qui a été effectué à partir de ce logiciel propose les personnes suivantes :

NOM – Prénom	Adresse
CAYATTE Marianne	76, rue de Baillarguet – 34 830 CLAPIERS
COMBAZ Nathalie Anne Sylvie	468, rue de Baillarguet – 34 830 CLAPIERS
DEVORA épouse LABORDA Pierrette	4, rue des Cigales – 34 830 CLAPIERS
DIMITRIJEVIC épouse ZELJKOVIC	12, rue Pierre Mendès France – 34 830 CLAPIERS
GARCERA épouse HAITZAGUER Anne-Marie	2, rue du Calvaire – 34 830 CLAPIERS
GAYRAUD Michel René Louis	6, rue du Vallon – 34 830 CLAPIERS
LE MOAL Luc Louis Jean	13, rue du Vallon – 34 830 CLAPIERS
MALTA Calogero	153, avenue du Martinet – 34 830 CLAPIERS
MANINI Pascale	25, plan des Rayons – 34 830 CLAPIERS

MARTINEZ Jean-François Mario	235, rue des Arcades – 34 830 CLAPIERS
MONTORO épouse DANTEN Dolores Françoise	12, rue Ravel – 34 830 CLAPIERS
SAADOUN Véronique Mireille Gislaine	15, rue de Lavalette – Appt. 14 – 34 830 CLAPIERS

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de valider ce tirage au sort automatique et de procéder à la désignation des personnes ainsi tirées au sort.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de désigner les personnes susmentionnées.

03 – Affaires générales – Modification du tarif des vacations funéraires

Monsieur DUTAU, conseiller municipal délégué aux affaires funéraires, indique que les agents de Police Municipale peuvent réaliser des vacations funéraires dans des conditions bien spécifiques et notamment en cas de transport de corps dans une autre Commune en l'absence d'un membre de la famille ou en cas de crémation avec ou sans changement de Commune.

Il indique que le tarif de ces vacations avait été fixé à 22,11 €. Afin de l'harmoniser avec les tarifs pratiqués dans les autres communes, il conviendrait de le fixer à la somme de 25€.

Il propose au Conseil Municipal de se prononcer sur la modification de ce tarif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de fixer le montant des vacations funéraires à la somme de 25 €.

04 – Affaires générales – Fixation d'un tarif spécifique des publications municipales en format A5

Madame BRISARD, adjointe déléguée à la communication rappelle que la Commune perçoit des droits de publicité payés par les annonceurs dans ses publications municipales.

Ces droits sont calculés sur la base d'un format A4 de publication.

Or, certaines publications dont le CLAP ASSOCIATION ont un format A5.

Elle indique qu'il est donc nécessaire de fixer un tarif spécifique à ce format.

Elle propose au Conseil Municipal d'établir la tarification suivante :

1 – TARIFS ANNONCEURS CLAPIEROIS

4^{ème} couverture :

- 1 PAGE : 700 €
- 1/2 PAGE : 400 €
- 1/4 PAGE : 250 €

2^{ème} et 3^{ème} couverture :

- 1 PAGE : 450 €
- 1/2 PAGE : 250 €
- 1/4 PAGE : 175 €

2 – TARIFS ANNONCEURS NON CLAPIEROIS

4^{ème} couverture :

- 1 PAGE : 900 €
- 1/2 PAGE : 500 €
- 1/4 PAGE : 300 €

2^{ème} et 3^{ème} couverture :

- 1 PAGE : 650 €
- 1/2 PAGE : 375 €

- 1/4 PAGE : 240 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'établir la tarification mentionnée ci-dessus pour les publicités contenues dans les publications municipales de format A5.

05 – Affaires générales – Tarification des ventes effectuées durant la manifestation « La Semaine des Amériques »

Monsieur le Maire indique que la manifestation dénommée « La fête des Amériques » se déroulera du 22 au 27 juin prochain.

Dans le cadre de ces festivités, le service jeunesse mettra à la vente des aliments et des boissons dont il convient de fixer le tarif.

Ces denrées sont les suivantes : barbes à papa, milkshake, smoothies, pop -corn, cookies, muffins, donuts, brownies, granités (glaces au sirop), boissons diverses.

Il propose au Conseil Municipal de vendre ces denrées au tarif unique de 2 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré adopte cette affaire à l'unanimité.

06 - Personnel – Règles de maintien du régime indemnitaire des agents de la Commune

Monsieur Thierry NOEL, adjoint délégué au personnel, rappelle que les agents de la Commune de Clapiers bénéficient d'un régime indemnitaire en fonction de leur grade et de leurs fonctions :

IFTS : Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires

IHTS : Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires

IAT : Indemnité d'Administration et de Technicité

IEM : Indemnité d'Exercice de Mission

ISS : Indemnité Spécifique de Service

PSR : Prime de Service et de Rendement

Prime de Police

Prime opérateur comptable

Prime régie

Prime de responsabilité

Ce régime indemnitaire peut-être maintenu ou non lors des absences notamment lors des congés de maladie. La Commune doit donc délibérer afin d'établir dans quelles conditions le régime indemnitaire est conservé (et à quel niveau) ou s'il est suspendu.

Le décret en date du 26 août 2010 (n°2010-997) prévoit pour les agents publics de l'Etat en cas de congés, le maintien des primes et indemnités dans certaines situations de congés et notamment en cas de maladie.

Il explique que les principes de ce texte n'ont pas été transposés à la Fonction Publique Territoriale mais que même s'il revient à chaque collectivité de délibérer en vertu du principe de libre administration, les règles de la fonction publique territoriale sont soumises au principe de parité conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.

En d'autres termes, le maintien du régime indemnitaire des agents des Collectivités Territoriales ne peut pas être supérieur à celui des agents de l'Etat.

Sont pris en compte pour les fonctionnaires et les magistrats en application des 1°, 2° (1^{er} et 2nd alinéa) et 5° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 :

- les congés annuels ;
- les congés ordinaires de maladie ;
- les congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle ;
- les congés de maternité ou pour adoption et les congés de paternité.

Sont pris en compte pour les agents non titulaires en application des articles 10, 12, 14 et 15 du décret du 17 janvier 1986 relatif aux agents non titulaires :

- les congés annuels ;
- les congés de maladie ;
- les congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ;
- les congés de maternité ou pour adoption et les congés de paternité.

Par exemple, en cas de Maladie ordinaire (le RI est maintenu en intégralité pendant 90 jours puis passe à demi à partir du 91^{ème} jour).

En cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, le régime indemnitaire est suspendu. Néanmoins, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou en congé de longue durée rétroactivement à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, les primes et indemnités qui lui ont été versées jusque-là lui demeurent acquises. Le versement cesse ensuite automatiquement.

Les règles sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

<u>Motif de l'absence</u>	<u>Maintien du régime indemnitaire dans les mêmes proportions que le traitement</u>	<u>Pas de maintien du régime indemnitaire</u>
Congés annuels	IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité	IHTS
Congé de Maladie Ordinaire	IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité	IHTS
Accident du travail/Maladie professionnelle	IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité	IHTS
Congé de Longue Maladie		IHTS/IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité
Congé de Longue Durée		IHTS/IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité
Mi-temps thérapeutique/Temps partiel thérapeutique	IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité	IHTS
Congé de maternité, paternité et adoption	IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité	IHTS
Congé de Grave Maladie		IFTS/IAT/ISS/PSR/Prime Police/Prime opérateur compta/Prime Régie/Prime responsabilité

Il rappelle que l'IEMP versée chaque année au mois de novembre, bénéficie d'une règle propre (une partie fixe et une partie variable en fonction de l'absentéisme) qui demeure inchangée.

La NBI est maintenue au même niveau que le traitement (plein ou demi) sauf si l'agent est remplacé dans ses fonctions. Dans ce cas, l'agent remplaçant (s'il est fonctionnaire titulaire ou stagiaire) bénéficie de la NBI et l'agent remplacé n'en bénéficie plus jusqu'à son retour.

Il est précisé que le comité technique a émis un avis favorable à cette proposition dans sa séance du 8 avril 2015.

Il propose par conséquent au Conseil Municipal d'adopter les règles de maintien du régime indemnitaire dans les conditions ci-dessus énoncées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité adopte les règles de maintien du régime indemnitaire dans les conditions ci-dessus énoncées.

07 - Personnel – Modification du tableau des effectifs

Monsieur Thierry NOËL, adjoint au personnel indique au Conseil Municipal que pour des motifs de bonne gestion des services, et suite à l'avis favorable du comité technique, il conviendrait :

- De supprimer un poste d'adjoint d'animation de 1^{ère} classe à temps complet
- De supprimer un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet.

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs :

Service Administratif :

Directeur Général des Services	temps complet	1
Attaché Principal	temps complet	1
Attaché	temps complet	1
Rédacteur Principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Rédacteur	temps complet	2
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe	temps complet	2
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	6
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25h)	1
Contractuel Collaborateur de Cabinet	temps complet	1
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1

Service Communication :

Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	1

Police Municipale :

Chef de Service	temps complet	1
Brigadier-Chef Principal	temps complet	2
Gardien de Police	temps complet	1
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe	temps complet	1

Service Technique :

Technicien principal de 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Technicien	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	temps complet	3
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint Technique 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps complet	7

Service des Écoles et Restaurants Scolaires :

ATSEM Principal de 1 ^{ère} classe	temps complet	2
ATSEM 1 ^{ère} classe	temps complet	2
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29h)	2
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps complet	6
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (33 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (23 h)	2
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (20 h)	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (18 h)	1

Services Enfance jeunesse – Culture – Sport – Convivialité – Protocole – Aînés actifs

Attaché Territorial	temps complet	1
Animateur principal 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Animateur	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	2
Adjoint d'animation 1 ^{ère} classe	temps complet	4
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (33h)	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (31h)	1

Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25h)	2
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (24h)	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	temps incomplet (22h)	1

08 – Urbanisme / Foncier – Avis sur l’approbation de la modification du Plan Local d’Urbanisme

Monsieur Gilles CHRETIEN, adjoint délégué à l’urbanisme rappelle au Conseil Municipal que la modification n°1 du Plan Local d’Urbanisme de Clapiers, approuvé le 24 janvier 2013, a été engagée par arrêté municipal en date du 24 septembre 2014 avec pour principaux objets :

- L’actualisation du règlement du PLU au regard de la loi pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (Loi ALUR) du 24 mars 2014 : suppression de toute référence à une superficie minimale des terrains et suppression de l’article 14 relatif au Coefficient d’Occupation des Sols ;
- La réglementation de l’emprise au sol sur les zones et secteurs sur lesquels elle n’était pas définie par le règlement du PLU approuvé (UT, II AU1 et II AU2) et modulation du Coefficient d’Emprise au Sol en zones UD1 et secteur UD1a en fonction de la typologie bâtie et de la sensibilité paysagère ;
- La définition d’un pourcentage minimum d’espaces verts plantés sur les zones et secteurs sur lesquels il n’était pas défini par le règlement du PLU approuvé (UT, II AU1, II AU2) ;
- L’adaptation des règles de recul en bordure de la RD 65 en zones UD1, UD6, UE3 et II AU2 et l’autorisation d’un seul logement par unité foncière en zone II AU2 ;
- L’augmentation de la hauteur autorisée en UD3 à 10,50 m et R+2 pour les équipements publics ou d’intérêt collectif
- L’abaissement de 30% à 25% du pourcentage minimum de logements locatifs sociaux imposés aux programmes de logements de 600 ou plus de 600 m² en zone UA et l’adaptation des obligations de stationnement sur cette même zone UA, de façon à favoriser la faisabilité d’opérations de réinvestissement urbain.
- L’actualisation des références et textes réglementaires, notamment des arrêtés préfectoraux relatifs à la prévention des incendies et au débroussaillage et au classement sonore des infrastructures de transport terrestre.
- La création d’un emplacement réservé supplémentaire pour une voie de liaison entre le Plan des Garrigues et l’Allée Yves Stourdze.

Le Conseil Municipal de Clapiers a par ailleurs arrêté par délibération en date du 16 décembre 2014 le Périmètre de Protection Modifié (PPM) autour du Monument historique classé “Le mur-clocher de l’Eglise” établi par le STAP.

Le dossier de modification n° 1 du PLU et le dossier de Périmètre de Protection Modifié ont été notifiés aux personnes publiques visées à l’article L 123-13 du code de l’urbanisme ; 5 avis ont en réponse été adressés en Mairie de Clapiers : La CCI de Montpellier qui a émis un avis favorable sans remarques particulières et le STAP, le SDIS, le Département de l’Hérault et l’ARS qui ont émis des remarques dont certaines ont effectivement été intégrées au dossier de PLU pour approbation.

Par arrêté n°A2015-32 du 19 janvier 2015, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l’ouverture d’une enquête publique portant à la fois sur :

- le projet de modification n°1 du PLU ;
- le projet de Périmètre de Protection Modifié (PPM) du mur-clocher de l’Eglise.

L’enquête publique s’est déroulée du 9 février au 12 mars 2015.

M. Jean-Paul de Roffignac, désigné commissaire-enquêteur par décision de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 24 décembre 2014, a, le 7 avril 2015 remis son rapport d’enquête publique et ses conclusions motivées, d’où il résulte que le commissaire-enquêteur émet alors un avis favorable sur le projet de modification du PLU et sur le projet de Périmètre de Protection Modifié du mur-clocher de l’Eglise.

Un mémoire en réponse a été établi par Montpellier Méditerranée Métropole le 23 février 2015 à la suite de l’envoi par le commissaire enquêteur le 17 février 2015 de son procès-verbal de synthèse des observations. De ce mémoire en réponse, il résulte que peu d’observations méritent d’être prises en considération lors de l’approbation de la modification n°1 du PLU ; les adaptations apportées résultent pour trois d’entre elles des demandes de Personnes Publiques Associées et pour une d’entre elle d’une remarque du public exprimée au cours de l’enquête :

- A la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault : intégration en annexe au règlement, des prescriptions techniques liées à l'accessibilité des engins de secours et à la défense extérieure contre le risque incendie et à la prise en compte des risques majeurs ;
- A la demande de l'Agence Régionale de la Santé ARS : adaptation de la rédaction des articles 2 et 4 du règlement des zones A et N ;
- A la demande du Département de l'Hérault : complément à l'article 3 du règlement des zones urbaines et d'extension urbaines concernées, interdisant toutes créations nouvelles d'accès sur les routes départementales ; complément à l'article 6 du règlement de la zone UD précisant la prise en compte des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPB) des infrastructures routières en cas d'ouverture à une dérogation dans la bande des 75 mètres.
- A la demande du public : complément à l'article 13 du règlement des zones UD1 et UD5 visant à préserver le caractère boisé des parcelles (1 arbre à minima pour 100 m² de surface de terrain ; préservation des arbres existants ou, à défaut, remplacement par des arbres dont les essences sont désormais précisées).

Le projet de modification n°3 du PLU est donc prêt à être approuvé.

Or depuis le 1^{er} janvier 2015, date de transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole dénommée Montpellier Méditerranée Métropole, la compétence du Plan Local d'Urbanisme a été transférée à ladite Métropole.

Il en résulte que la 1^{ère} modification du PLU de la Commune de Clapiers ne pourra être approuvée que par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toutefois et au préalable, il appartient à la Commune, conformément aux dispositions de l'article L 123-1 II bis du code de l'urbanisme résultant de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014, de donner son accord pour que la Métropole achève la procédure de modification engagée avant le transfert de la compétence PLU et approuve en conséquence la procédure de modification n° 1 du PLU, légèrement modifié comme indiqué ci-avant pour tenir compte du résultat de l'enquête publique.

Il demande au Conseil Municipal :

- de prendre acte du rapport et des conclusions favorables et sans réserve du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n° 1 du PLU ;
- de prendre acte des adaptations mineures portées au dossier avant approbation et résultant de l'enquête publique ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre la procédure afin que puisse être approuvée la modification n° 1 du PLU.
- De donner un avis favorable au projet de modification du PLU comme exposé ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (23 voix pour, 2 voix contre, 1 abstention)

- de prendre acte du rapport et des conclusions favorables et sans réserve du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n° 1 du PLU ;
- de prendre acte des adaptations mineures portées au dossier avant approbation et résultant de l'enquête publique ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre la procédure afin que puisse être approuvée la modification n° 1 du PLU.
- De donner un avis favorable au projet de modification du PLU comme exposé ci-dessus.

09 – Urbanisme / Foncier – Echange de parcelles sans soulte avec la Société Hectare

Monsieur Gilles CHRETIEN, adjoint délégué à l'urbanisme et aux affaires foncières, indique que la Commune a été sollicitée par la société Hectare afin de procéder à un échange de parcelles, dans le cadre de la création du Lotissement La Clairière.

La Commune recevra les parcelles BY 580 d'une surface de 30m² et BY 581 de 15m², en échange de quoi elle cédera la parcelle BY 576 d'une contenance de 14m².

Cela permettra de rationaliser la forme des différentes parcelles.

Il est précisé que les frais de géomètre et de notaire sont à la charge de la Société Hectare.

Vu l'avis rendu par les services de France Domaine,

Vu l'avis de la Commission urbanisme-foncier, réunie le 21 mai 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité cet échange sans soulte et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

(PJ : plan)

10 - Finances – Participation au Fond de Solidarité Logement (FSL)

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, expose au Conseil Municipal que le FSL est accordé aux bénéficiaires sous forme de prêt et subvention, en fonction des ressources et du règlement intérieur départemental. Le versement des aides est assuré par le gestionnaire financier et comptable du Fonds : la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault.

Le FSL peut apporter des aides financières pour :

- le dépôt de garantie (caution) ;
- les frais d'agence ;
- le premier loyer ;
- l'assurance habitation (forfait).

La Commune de Clapiers y contribue depuis de nombreuses années. Il convient que le Conseil Municipal délibère afin d'autoriser cette dépense, pour 2015, qui s'élève à la somme de 560 euros.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 20 mai 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la cotisation de la Commune au FSL et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

11 - Finances – Adhésion à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault

L'association des Communes Forestières de l'Hérault est née de la volonté du Conseil Départemental de renforcer sa politique en faveur de la forêt selon différents axes :

- fédérer l'ensemble des communes forestières et le Département afin de développer une politique forestière dans l'Hérault,
- avoir un interlocuteur « Forêt Hérault » qui représente les communes et fasse connaître leurs préoccupations dans les instances politiques et administratives,...,
- promouvoir, valoriser, aider les actions territoriales liées à l'économie forestière,
- s'intégrer à la politique de développement durable portée par le Conseil Général.

La Commune de Clapiers y contribue depuis de nombreuses années.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 20 mai 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'autoriser cette dépense, pour 2015, qui s'élève à la somme de 220 euros
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

12 - Finances – Avenant financier à la convention de gestion provisoire entre la Commune et Montpellier Méditerranée Métropole

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, rappelle que la Commune de Clapiers, comme les 30 autres communes, a signé une convention de gestion provisoire avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2015.

Afin de déterminer les montants des flux financiers entre la Commune et l'ensemble intercommunal, il convient d'approuver et signer l'avenant financier ci-joint.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 20 mai 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'approuver cet avenant financier à la convention de gestion provisoire
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

(PJ : projet d'avenant financier à la convention de gestion provisoire.)

13 - Finances – Attribution de subventions aux associations

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions aux associations comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Fonctionnement	Exceptionnelle
Atelier Photo de Clapiers	800,00€	
Gymnastique artistique de Clapiers		500,00€
Totaux	800,00€	500,00€

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 20 mai 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité l'attribution de subventions aux associations selon la répartition indiquée dans le tableau ci-dessus et d'autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

14 – Finances – Agenda 21 – Demande de subvention à la DREAL

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, rappelle que Clapiers est engagée depuis plusieurs années dans la mise en œuvre d'un Agenda 21. Afin de poursuivre cette démarche, elle a missionné la DIFED dont le coût d'intervention s'élève à la somme de 12 000 euros.

La DREAL propose des aides financières afin d'accompagner ce type de projet.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 20 mai 2015,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter une subvention aussi importante que possible auprès de la DREAL pour le financement de son Agenda 21.

15 – Affaires diverses – Information sur la formation des élus locaux

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les dispositions de l'article L 2123-14-1 du Code Général des Collectivités Locales (CGCT) selon lesquelles les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent transférer à ce dernier les compétences qu'elles détiennent en application des deux derniers alinéas de l'article L 2123-12 du CGCT.

Ainsi, ces deux derniers alinéas stipulent que « Dans les trois mois qui suivent son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre. » « Un tableau récapitulant les actions de formations des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal. »

Il ressort que la Commune de Clapiers a transféré depuis de nombreuses années au syndicat mixte pour la formation des maires et élus locaux cette compétence et que les actions de formation dispensées par cet organisme sont diffusées à l'ensemble des élus de la Commune.

Il appartient donc à ce syndicat mixte, dénommé Centre de Formation des Maires et des Elus Locaux de délibérer en lieu et place de la Commune sur les actions mentionnées ci-dessus.

Par ailleurs l'alinéa 2 de l'article L 2123-14-1 du Code Général des Collectivités Locales (CGCT) stipule que *« Le transfert entraîne de plein droit la prise en charge par le budget de l'établissement public de coopération intercommunale des frais de formation visés à l'article L 2123-14 »*

Le Conseil Municipal prend acte de cette information.